

Sommaire

<i>Sommaire</i>	<i>1</i>
<i>Buts de la corporation</i>	<i>3</i>
<i>Déclaration de principes des organismes de justice alternative du Québec</i>	<i>5</i>
<i>Champs d'action communs à l'ensemble des OJA :</i>	<i>6</i>
<i>Mot du Président</i>	<i>7</i>
<i>Mot du Directeur</i>	<i>10</i>
<i>Personnes ressources</i>	<i>12</i>
Conseil d'administration	12
La permanence	13
Les consultants, collaborateurs	14
Comité financement	15
Groupe de travail DHS	16
Groupe de travail médiation citoyenne	17
Groupe de travail médiation scolaire	18
Comité mixte ACJQ/ROJAQ	19
Comité renvoi	20
Le groupe des formatrices	21
Unité d'accréditation	21
Remerciements aux OJA	22
<i>Bilan des activités</i>	<i>23</i>
Le conseil d'administration	23

Le conseil exécutif	24
<i>Services aux membres</i>	26
Les communications	26
Les formations et l'accréditation	27
Le logiciel Vision	27
Médiatisation et représentation	28
<i>Les comités du ROJAQ</i>	29
Comité financement	29
Comité DHS	31
Comité médiation citoyenne	32
Comité médiation scolaire	33
Comité mixte ACJQ/ROJAQ	34
Comité renvoi	36
Le groupe des formatrices	37
<i>Recherche</i>	38
<i>Liste des membres</i>	40
Régions éloignées	40
Régions semi-urbaines	41
Régions urbaines	42

Buts de la corporation

Le ROJAQ est une association provinciale à but non lucratif qui compte présentement 37 organismes de justice alternative membres. Nous poursuivons les objectifs suivants:

- assurer et défendre l'existence, l'autonomie et le développement des organismes de justice alternative du Québec;
- promouvoir le développement de la médiation et des autres mécanismes alternatifs de résolution des litiges dans le domaine judiciaire;
- promouvoir le développement des projets de justice alternative;
- promouvoir la participation des citoyens dans l'administration de la justice;
- favoriser l'échange d'information et les échanges de services entre les organismes de justice alternative du Québec;
- favoriser le développement d'une réaction sociale empreinte de dignité pour les personnes victimes et les personnes contrevenantes tant au sein des projets communautaires que dans le domaine judiciaire.

Le mandat principal du regroupement consiste donc à représenter les membres dans les différents lieux où se discutent les orientations de justice et du financement qui doit lui être associé. Le regroupement voit également à soutenir les organismes de justice alternative dans leur responsabilité à l'égard du programme de mesures extrajudiciaires. Ce soutien vise également les activités des organismes de justice alternative dans le cadre de certaines ordonnances des Chambres à la jeunesse de nos tribunaux.

Le ROJAQ a également pour mandat de soutenir ses membres dans leurs activités de prévention de même que les initiatives locales de traitement non judiciaire de situation litigieuse que sont, entre autres, les expériences de médiation de quartier, de médiation sociale et de boutiques de droit. Il se donne également le mandat de promouvoir l'objectif de réparation dans le système de justice.

Par conséquent, le ROJAQ s'implique dans la formation et la recherche touchant aux activités des organismes de justice alternative et les domaines connexes.

Texte adopté à l'Assemblée générale annuelle de 2001

Déclaration de principes des organismes de justice alternative du Québec

Les organismes de justice alternative s'inscrivent dans un mouvement de transformation sociale, en favorisant des rapports plus harmonieux entre les membres de la communauté.

Dans ce sens, nous considérons qu'en matière de gestion d'infractions, de litiges et de conflits, il est primordial que les personnes concernées participent le plus activement possible au processus de règlement dans le respect des droits et de la dignité de chacun.

Ce processus est mis en place dans l'optique de réparation des torts, de l'éducation des personnes concernées de même que les membres de la communauté.

Champs d'action communs à l'ensemble des OJA :

- Développer et soutenir les initiatives locales de prises en charge de la gestion des infractions ;
- Réduire le renvoi des infractions, des litiges et des conflits aux instances judiciaires ;
- Participer à la gestion des mesures extrajudiciaires ainsi qu'à celle de certaines sanctions judiciaires de la *Loi sur le système de justice pénale pour adolescents (LSJPA)* ;
- Participer à la supervision de certaines ordonnances de la chambre à la jeunesse des tribunaux québécois.

Mot du Président

Cette année encore, le regroupement a fait face à de nombreux projets, questionnements essentiels pour son avenir. Les orientations qui ont été prises ces dernières années et pendant l'année qui vient de s'écouler sont pour moi une grande fierté, parce que c'est encore et toujours une avancée irrémédiable vers la reconnaissance de notre professionnalisme par nos partenaires, par nos communautés.

Passerelles reste le projet clef de cette année. Il est le produit d'un travail collectif et a canalisé les énergies de nombreux intervenants d'OJA et des permanents. Nous pouvons être fiers d'avoir à notre disposition ce programme de médiation scolaire. Nous pouvons être fiers de tous les éléments qui le composent : les documents produits, le concept des différentes passerelles permettant l'implantation durable d'unités de médiation dans les écoles, ainsi que l'idée de changement des institutions qu'il sous-tend. Il ne tient qu'à nous aujourd'hui de ne pas galvauder le travail effectué et l'esprit même du programme *Passerelles*. En effet, le défi qui nous attend est de taille. Il s'agit de tout mettre en œuvre pour que *Passerelles* ne devienne pas un simple projet de médiation élève-élève et qu'il perde ainsi sa spécificité.

Nous nous dotons aussi d'un logiciel fonctionnel qui vient mettre un terme à une foule de péripéties, à plusieurs rebondissements. Dans le courant du mois d'avril, nombreux sont les OJA qui vont installer le nouveau logiciel *Vision*. On peut s'attendre à ce qu'à l'été 2007, ce soit une grande majorité d'OJA qui utilise cet outil. Il s'agit d'un logiciel simple, convivial, efficace qui saura s'adapter facilement à nos développements futurs. Les premiers tests d'installation et d'utilisation sont plus que positifs. Et nous pouvons compter sur la disponibilité et le professionnalisme d'un programmeur hors pair.

Cette année a également vu la mise en place de l'accréditation des médiateurs pénaux. À cette date, nous avons plus de 120 médiateurs accrédités, c'est-à-dire plus de 120 personnes qui ont suivi les formations du ROJAQ et qui répondent aux critères pour être accrédités. De plus, de nouveaux intervenants continuent à suivre la formation du ROJAQ, à demander la supervision dans le but d'être accrédités. Le

processus, débuté en 2004-2005, a fait ses preuves et fonctionne donc à plein régime. Ce processus est pour nous un formidable outil de reconnaissance de notre expertise. Et je suis heureux que nous ayons pris les devants, que nous n'ayons pas attendu que d'autres viennent définir nos normes de pratique.

Ce qui nous attend pour 2007-2008 est tout autant important. Tout d'abord, nous allons vers une entente de collaboration avec les Centres jeunesse, qui viendra s'ajouter à l'Entente cadre, qui viendra définir encore plus nos responsabilités respectives. Nous aurons également les résultats de la recherche dirigée par Mylène Jaccoud sur l'implantation de l'Entente cadre. La recherche et la signature d'une entente de collaboration, voilà autant d'éléments qui sauront dynamiser notre partenariat avec les Centres jeunesse.

Ensuite, nous allons également poursuivre notre ambition de faire une place toujours plus grande aux victimes en développant ce que nous appelons communément les croquis. Ces croquis sont des projets pilotes de médiation dans le cadre judiciaire. Le comité mixte regroupant des membres de l'Association des Centres jeunesse du Québec (ACJQ) et du ROJAQ a approuvé plusieurs croquis. Plus de 20 OJA se disaient prêt à contribuer à la mise en application de ces projets pilotes. La prochaine étape consiste donc à l'implantation des projets pilotes dans plusieurs régions sélectionnées. Les années à venir nous permettront de peaufiner ces projets, de les évaluer avant de les étendre à l'ensemble du Québec.

Enfin, le dernier élément important tient au regroupement en lui-même, à l'esprit collectif et démocratique qui doit continuer de l'animer. En effet, au printemps 2007, nous allons nous engager dans une démarche de planification stratégique afin de savoir où nous nous en allons ensemble. Cela va être un long travail qui va nous demander à tous une importante réflexion sur nos pratiques, sur nos orientations et sur la manière dont nous voyons notre avenir commun.

Les années qui viennent verront naître de nouvelles façons de travailler ensemble. Les défis qu'elles posent nous amèneront vers de nouveaux sentiers où il nous faudra redéfinir nos modes de collaboration.

Ceux qui trouvent que tout va trop vite n'ont pas fini d'avoir le tournis.

Luc Simard

Mot du Directeur

Depuis plusieurs années déjà, il me revient de faire état des principales réalisations du ROJAQ au cours d'une année. Je me souviens qu'à mes débuts je faisais état du nombre de rencontres auxquelles je participais, des travaux de nos comités, de nos relations avec nos partenaires, bref le lot de plusieurs regroupement il va sans dire. Au cours des dernières années, je tente de mettre en lumière l'événement qui me semble le plus important et les autres qui constituent le cœur de notre action.

En somme, plus les années s'additionnent et plus je restreins mon compte-rendu en raison du nombre croissant de sujets à aborder. Je me permets donc de choisir parmi plusieurs sujets, les dossiers que j'estime plus importants. Cette augmentation de dossiers mérite toutefois d'être soulignée, puisqu'elle illustre merveilleusement bien la crédibilité croissante du ROJAQ et de ses membres et la diversification des activités des membres au cours de la dernière décennie.

Les OJA sont passés d'un statut de simple dispensateur de service au statut d'acteurs précieux pour leur collectivité, en assurant la prise en charge de conflits de toute nature, dans les villes, les quartiers, les milieux d'habitation, les milieux scolaire. Outre ces contributions, ils jouissent maintenant d'une réputation enviable pour les services qu'ils offrent dans le système de justice pénale pour adolescent. Les activités du ROJAQ ont forcément suivi ces développements, alors qu'au début nos travaux consistaient pour l'essentiel à l'animation des groupes de travail, à favoriser la circulation de l'information, à réunir annuellement toutes les corporations, nous nous retrouvons aujourd'hui avec des responsabilités de formation, nous sommes sollicités pour établir des normes de pratiques et nous nous voyons de plus en plus interpellés dans les démarches de développement de projet de nos membres.

Les projets de médiation citoyenne de nos membres suscitent de plus en plus d'intérêt parmi la population, les partenaires municipaux et policiers, sans compter l'intérêt des médias. Les projets de

médiation scolaire semblent en voie de devenir une activité de la grande majorité de nos membres, bref une transformation lente mais importante des activités de nos membres semble sur le point de forcer de nouvelles alliances entre nos membres et appelle de nouvelles solidarités. Bref, un climat d'effervescence accompagne la vie associative de notre regroupement et nous force à revoir nos modèles de collaboration.

Ajoutons à ces développements, les travaux de consolidation des pratiques de services rendues dans le cadre des sanctions extrajudiciaires, les travaux de développement dans le cadre des peines spécifiques et les démarches en vue de conclure une entente de collaboration avec les directeurs provinciaux et je crois que nous venons de tracer à grand trait les réalisations de la dernière année.

Ce dynamisme n'est pas sans créer des remous auprès de nos organisations membres, mais je suis confiant que la vitalité de ces projets saura garder l'intérêt de plusieurs intervenants de nos membres et redonner toute l'importance que nous devons accorder aux motifs de nos interventions, longuement débattus au cours de dernières années mais qui s'incarnent le plus souvent dans la satisfaction des victimes d'actes criminels, de citoyens en conflit, de jeunes contrevenants, de milieu scolaire devant nos interventions.

Serge Charbonneau

Personnes ressources

Conseil d'administration

Luc Simard, *Président*
L'Interface (Lévis)

Campbell Riddle, *Vice-président*
YMCA West-Island, Programme Impact
(Pointe-Claire)

Chantal Guillotte, *Trésorière*
Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)

Denise Caron, *Secrétaire*
Aux trois-Pivots (Trois-Rivières)

Jean-Yves Bujold, *Administrateur*
Mesures alternatives jeunesse Gaspésie-Sud
(Maria)

Josée Bouchard, *Administratrice (jusqu'en sept. 06)*
Liaison-Justice (Val d'Or)

Julie Dumont, *Administratrice*
L'autre Avenue (Québec)

Isabelle Dupré, *Administratrice*
Alternative jeunesse Richelieu-Yamaska (Saint-
Hyacinthe)

Manon Martineau, *Administratrice*
Volteface (Shawinigan)

Tony Tapin, *Administrateur (jusqu'en juin 06)*
Justice alternative jeunesse Saguenay (Saguenay)

Madeleine Turbide, *Administratrice*
Justice alternative jeunesse Saguenay (Saguenay)

Joane Vandal, *Administratrice (jusqu'en juin 06)*
Liaison-Justice (Val d'Or)

La permanence

Serge Charbonneau
Directeur

Denis Béliveau
Directeur-adjoint

Annie Gagnon (*jusqu'en décembre 06*)
Chargée de projet

Anthony Grolleau-Fricard
Agent administratif

Les consultants, collaborateurs

Crystell Bédard

Productions Ottoblix Inc.

Joanne Blanchette

CEGEP de Maisonneuve

Corinne Bon

Ascriptum Design

Dominique Chauveau

Révisseure linguistique

Marie-Ève Dubé

Retranscription

Louise Dumouchel

Agence des services frontaliers du Canada

Luce Guité

École de criminologie, Université de Montréal

Mylène Jaccoud

École de criminologie, Université de Montréal

Marie-Claude Lamoureux

Relationniste de presse

Patrick Lavoie

Programmeur

Jean Samson

Samson Groupe Conseil

Catherine Tremblay

École de criminologie, Université de Montréal

Jenny Thibault

Office National du Film

Comité financement

Lise Beaulieu

Fonds Jeunesse BBR (Rimouski)

Jean-Yves Bujold

Mesures alternatives jeunesse Gaspésie-Sud
(Maria)

Julie Dumont

L'autre Avenue (Québec)

Johanne Fortin

Aux trois Pivots (Trois-Rivières)

Chantal Guillotte

Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)

Roger L'Heureux

Aide aux jeunes contrevenants de Beauce
(Saint-Joseph-de-Beauce)

Madeleine Turbide

Justice alternative jeunesse Saguenay (Saguenay)

Serge Charbonneau

ROJAQ

Groupe de travail DHS

Julie Bouchard

Commun Accord (Drummondville)

Isabelle Danis

Mesures alternatives Basses-Laurentides
(Sainte-Thérèse)

Stéphanie Fournier

Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)

Mélissa Morency

L'Autre Avenue (Québec)

Campbell Riddle

YMCA West Island – Programme Impact
(Pointe-Claire)

Joanne Vandal (*jusqu'en juillet 06*)

L'Avenue, justice alternative (Repentigny)

Anthony Grolleau-Fricard

ROJAQ

Groupe de travail médiation citoyenne

Martin Bélanger

Pacte Bois-Francs (Victoriaville)

Denise Caron

Aux trois Pivots (Trois-Rivières)

Isabelle Lavoie

L'autre Avenue (Québec)

Suzie Martineau

Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)

Angie Paradis (*jusqu'en mai 06*)

L'Alternative Outaouais (Gatineau)

Martine Poirier

Commun Accord (Drummondville)

Mélanie Safi

YMCA West-Island, Programme Impact
(Pointe-Claire)

Serge Charbonneau

ROJAQ

Annie Gagnon (*jusqu'en décembre 06*)

ROJAQ

Groupe de travail médiation scolaire

Martin Bélanger

Pacte Bois-Francs (Victoriaville)

Alix Caron-Beaucage

Volteface (Shawinigan)

Sophie Grenier

L'Avenue, justice alternative (Repentigny)

Michel Lemaire

Justice alternative du Haut-Richelieu
(Saint-Jean-sur-le-Richelieu)

Suzie Martineau

Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)

Stéphanie Ouellet

Pacte Bois-Francs (Victoriaville)

Julie Saint-Denis

L'Alternative Outaouais (Gatineau)

Tony Tapin

Justice alternative jeunesse Saguenay (Saguenay)

Stéphanie Turcotte

L'Interface (Lévis)

Réjean Veillette (*jusqu'en octobre 06*)

Volteface (Shawinigan)

Denis Béliveau

ROJAQ

Annie Gagnon (*jusqu'en décembre 06*)

ROJAQ

Comité mixte ACJQ/ROJAQ

Julie Dumont

L'autre Avenue (Québec)

Chantal Guillotte

Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)

Campbell Riddle

YMCA West-Island, Programme Impact
(Pointe-Claire)

Luc Simard

L'Interface (Lévis)

Serge Charbonneau

ROJAQ

Lise Bernatchez (*jusqu'en septembre 06*)

Centre jeunesse de Gaspésie

Luc Cadieux

Centres jeunesse de l'Outaouais

Jean-Pierre Cormier

Centre jeunesse de Laval

Thérèse Leroux

Centre jeunesse de Montérégie

Laurent Thibault (*jusqu'en mai 06*)

Centre jeunesse de Montréal

Sylvie Desmarais

Association des centres jeunesse du Québec

Comité renvoi

Nadine Bernatchez
REPARS (Joliette)

Josée Dépatie
Mesures alternatives jeunesse Laval (Laval)

Isabelle Lavoie
L'autre Avenue (Québec)

Sophie Roy (*jusqu'en novembre 06*)
Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)

Nathalie Trudeau
Alternative Jeunesse Richelieu-Yamaska
(Saint-Hyacinthe)

Joane Vandal (*jusqu'en juillet 06*)
L'Avenue, justice alternative (Repentigny)

Anthony Grolleau-Fricard
ROJAQ

Le groupe des formatrices

Mélanie Cadieux (*jusqu'en janvier 07*)
Bénado Inc. (Delson)

Denise Caron
Aux trois Pivots (Trois-Rivières)

Chantal Chicoine (*jusqu'en novembre 06*)
Aux trois Pivots (Trois-Rivières)

Évelyne Leblanc (*jusqu'en juin 06*)
Aux trois Pivots (Trois-Rivières)

Sonia Vallée
Commun Accord (Drummondville)

Unité d'accréditation

Campbell Riddle, *Président*
YMCA West-Island, Programme Impact
(Pointe-Claire)

Jean-Luc Lafrenière, *Vice-président*
Centres jeunesse des Laurentides

Serge Charbonneau, *Secrétaire*
ROJAQ

Remerciements aux OJA

Encore une fois, force est de reconnaître que sans l'engagement collectif des OJA pour soutenir l'ensemble des travaux amorcés au sein des comités et des groupes de travail du ROJAQ, nombreux seraient les projets qui n'avanceraient pas.

Cet engagement collectif se fait essentiellement grâce à l'envoi d'intervenants pour siéger sur les comités et participer activement à l'avancement des travaux.

Nous avons chiffré cette participation des OJA à plus de 60 personnes, ce qui représenterait plus de 3 700 heures travaillées dans le cadre des travaux du ROJAQ.

Le ROJAQ tient ici à remercier chaleureusement les corporations ainsi que les personnes qui offrent de leur temps et de leurs ressources pour faire avancer et progresser tous les OJA dans leur ensemble.

Bilan des activités

Le conseil d'administration

Lors de l'Assemblée générale de juin 2006, deux nouveaux administrateurs ont été élus pour les régions semi-urbaines. Il s'agissait d'Isabelle Dupré de l'OJA Alternative jeunesse Richelieu-Yamaska de Saint-Hyacinthe et de Manon Martineau de l'OJA Volteface de Shawinigan. Deux administrateurs dont le mandat arrivait à échéance, à savoir Tony Tapin de Justice alternative jeunesse Saguenay de Saguenay et Joane Vandal de l'Avenue de Repentigny, ne se sont pas représentés. Jean-Yves Bujold de Mesures alternatives jeunesse Gaspésie-Sud a également démissionné de son poste afin de pouvoir briguer un mandat pour une région éloignée. Il a été réélu en remplacement de Tony Tapin.

Enfin, en septembre 2006, Josée Bouchard de l'OJA Liaison-Justice d'Abitibi a quitté son poste. Elle a alors été remplacée par Madeleine Turbide de Justice alternative jeunesse Saguenay de Saguenay.

À l'instar des années précédentes, les membres du Conseil d'administration ont eu un emploi du temps chargé, chacun donnant généreusement de son temps pour participer aux rencontres régulières du conseil ou pour participer aux nombreux comités du ROJAQ à titre d'agent de liaison.

Au cours de l'année 2006-2007, les membres du Conseil se sont réunis à 9 reprises : les 18 et 19 mai, le 15, le 16 juin, les 5 et 6 septembre, les 8, 9 et 10 novembre, le 18 décembre 2006, puis le 12 janvier, le 9 février, les 22 et 23 février 2007.

Lors des réunions du Conseil, plusieurs dossiers importants ont été traités. Parmi les points ayant été à l'ordre du jour de façon récurrente, il y a notamment la question du logiciel Vision devant venir remplacer le logiciel Regards, les modifications du projet de médiation scolaire Passerelles, la mise en place d'une planification stratégique pour répondre aux souhaits des membres, les travaux des différents comités et le déroulement des formations.

Le conseil exécutif

Depuis quelques années déjà, la gestion interne du Regroupement relève plus spécifiquement de la responsabilité des membres du Conseil exécutif. Cette décision a été prise afin de faire en sorte que les réunions régulières du Conseil d'administration puissent davantage porter sur les dossiers de fond. Lors de chacune des réunions du Conseil d'administration, les membres de l'exécutif présentent un compte

rendu des réunions qu'ils ont tenu en expliquant les décisions alors prises. Sont membres du conseil exécutif : le président, le vice-président, la trésorière et la secrétaire du conseil d'administration.

Au cours de la dernière année, les membres du Conseil exécutif ont eu à s'occuper de plusieurs questions de régie interne (évaluation du directeur, questions financières, logiciel Vision, etc.).

Services aux membres

Les communications

Conformément à sa mission, le ROJAQ continue de déployer les efforts nécessaires afin de rejoindre ses membres et leur transmettre l'information essentielle à l'organisation de leurs activités. Le site Internet du ROJAQ est en cours de refonte. Sous peu, nous espérons pouvoir mettre en ligne une version plus moderne, plus dynamique et plus pratique de notre site.

La liste de diffusion est utilisée pour faire passer toutes sortes d'informations aux membres : dates de formations, compléments d'informations sur des dossiers importants, demandes de membres, offres d'emplois, etc. De plus, le bulletin de la permanence, le *Délateur*, vient régulièrement compléter et rappeler les communications faites par le site et la liste de diffusion. Enfin, les membres des différents comités ont également communiqué sur une base régulière avec l'ensemble des OJA.

Les formations et l'accréditation

En 2006-2007, plusieurs formations ont eu lieu à Montréal, à Laval et à Québec. Il s'agissait essentiellement de formations en médiation pénale pour des intervenants engagés récemment dans les OJA.

De plus, l'année 2006-2007 a vu la mise en place de l'accréditation. Au 31 mars 2007, 123 employés d'OJA avaient été accrédités par le Regroupement.

Le logiciel Vision

En 2005-2006, le ROJAQ livrait aux OJA un logiciel de gestion des dossiers du nom de Regards. Cette année, le Regroupement a fait un constat d'échec. Le logiciel Regards était truffé de problèmes empêchant son fonctionnement. Le Regroupement a donc décidé de développer un nouveau logiciel basé sur la même logique que Regards. Une collaboration fructueuse avec le programmeur Patrick Lavoie a permis de sortir une version du nouveau logiciel Vision en hiver 2007. En mars 2007, ce logiciel était testé dans quelques OJA et, devant son succès, il devrait être livré aux OJA dès le début d'avril 2007.

Médiatisation et représentation

Le ROJAQ a poursuivi ses efforts de représentation des OJA auprès de leurs partenaires. Ainsi, Serge Charbonneau, directeur du ROJAQ, a siégé au comité interministériel et au Task Force travaillant à l'implantation de la LSJPA.

Notons que quatre administrateurs et le directeur du ROJAQ participent aux réunions du comité mixte ACJQ/ROJAQ.

Enfin, le 16 mai 2006, en partenariat avec l'Office national du film (ONF) et la Commission de droits du Canada, le ROJAQ a organisé la journée nationale de la médiation citoyenne. La sortie du film de Stéphane Drolet, *Récit d'une médiation*, tourné dans une unité de médiation citoyenne de Longueuil, donnait à cet événement une dimension plus importante qui a su être exploitée. Cette journée a connu un franc succès. Les médias nationaux et régionaux ont largement couvert les différentes activités proposées par le ROJAQ et les OJA participants.

Les comités du ROJAQ

Comité financement

Au cours de l'année 2006-2007, le comité financement a tenu 5 réunions afin de mener à bien le mandat qu'il s'était donné. Ainsi, en conformité avec la résolution prise lors de l'assemblée générale de juin 2005, les travaux du comité se sont articulés autour des objectifs suivants :

- poursuivre la collecte et l'analyse de données afin de tracer le portrait provincial de la situation financière des OJA;
- demeurer à l'affût de nouveaux arguments donnant ouverture à une reprise, si jugée opportune, des revendications collectives.

C'est ainsi que le comité a travaillé à l'élaboration de 4 questionnaires portant sur les thèmes suivants : les données statistiques en lien avec les demandes de service en LSJPA, l'évolution de la clientèle, la situation financière des corporations de même que le portrait des employés. Les corporations ont par la suite été invitées, en fin d'année financière, à compléter lesdits questionnaires.

Par ailleurs, au cours de l'année, le comité a reçu plusieurs demandes de soutien provenant d'OJA qui souhaitent entreprendre des démarches de revendications financières auprès de leur agence.

Au terme de la mise en suspens pour une période de deux ans des revendications collectives, le comité financement est maintenant rendu à l'étape d'analyser les données recueillies auprès des membres par le biais des questionnaires, de dévoiler le résultat de cette analyse et de faire des recommandations aux membres. C'est ce qui sera à l'ordre du jour de la prochaine année.

Comité DHS

Lors de l'Assemblée générale annuelle de juin 2006, le comité DHS a reçu pour mandat de poursuivre ses travaux. Ce comité devait ainsi harmoniser les pratiques en DHS et créer un répertoire comprenant l'ensemble des activités DHS d'OJA ayant bien voulu se prêter à un exercice de réflexion sur ces activités.

Pour chaque activité DHS, les OJA doivent remplir une grille permettant au comité d'analyser la cohérence interne entre les différents éléments qui composent l'atelier : objectifs poursuivis, les ateliers proposés et les outils utilisés. Le comité DHS accompagnait activement les OJA dans cette démarche et les soutenait dans leur réflexion sur les activités qu'ils offraient en DHS.

Comité médiation citoyenne

Le mois de mai 2006 marquait la première d'un événement que nous voulons répéter annuellement, la journée nationale de médiation citoyenne. Le 16 mai 2006 se tenaient plusieurs activités simultanément dans plusieurs régions du Québec afin de souligner la contribution exceptionnelle de plusieurs dizaines de bénévoles au service de leur collectivité. À cette occasion, nous avons pu mettre en lumière les 7 projets existants et les nombreux comités d'implantation qui s'activaient déjà à développer leur projet.

C'est en préparant la deuxième journée nationale que nous avons constaté le dynamisme des projets et combien l'avenir semble prometteur. Nos données indiquent que le nombre de projets connaît un développement important, nous aurons vraisemblablement 4 projets de plus qu'en 2006, une augmentation du nombre de projet en implantation.

Nous sommes en pourparler avec des organisations françaises afin de faire de la journée nationale de 2008 une journée franco-québécoise. Nous savons que les projets bénévoles inspirent des adaptations et que des projets de médiation sociale appuyés par des salariés connaissent aussi un développement. Un dossier à suivre et ici encore une contribution à une gestion humaine de nos conflits.

Comité médiation scolaire

Depuis quelques années déjà, le ROJAQ travaille à l'élaboration d'un programme novateur pour la gestion des conflits en milieu scolaire. Le « concept » Passerelles a été élaboré par un comité formé d'une dizaine de personnes qui étaient déléguées par leur organisation. Pour l'élaboration des différents outils que requiert l'actualisation d'un programme aussi ambitieux, la formule « comité » a été remplacée par celle d'un Groupe de travail formé encore une fois de plusieurs personnes issues des OJA.

Au cours de l'année 2006-2007, le plus gros des énergies a été mis dans la production des différents guides liés à l'implantation du programme dans les écoles (primaires et secondaires) et les Cégeps. En même temps, les membres du Groupe de travail ont tenté de soutenir les organismes de justice alternative qui débutaient l'implantation du programme. Jusqu'ici, la passerelle élève/élève demeure la plus populaire ; il n'en demeure pas moins que certains OJA sont à implanter les autres (élève/personnel, personnel/personnel, etc.).

Étant donné le développement du programme et le nombre élevé d'écoles qui se disent intéressées, les membres du Groupe de travail auront à mettre les bouchées doubles au cours des prochains mois.

Comité mixte ACJQ/ROJAQ

Le comité mixte réunissant 5 représentants de l'Association des centres jeunesse du Québec et 5 représentants du Regroupement des organismes de justice alternative du Québec a poursuivi ses travaux autour de l'entente cadre et des projets de médiation dans le cadre des peines spécifiques. Pour l'essentiel, les questions entourant l'entente cadre ont été abordées dans le suivi de la recherche que mène Mylène Jaccoud sur l'implantation de cette entente. Cette recherche étant à toute fin utile terminée, le comité compte organiser une journée de réflexion sur l'entente cadre en s'appuyant sur les données et les axes qu'elle a mis en lumière. Cette journée réunira plusieurs responsables des Centres jeunesse et des OJA au cours de l'automne 2007. Le développement de la réparation et de la place des victimes dans le cadre judiciaire a constitué un dossier important des travaux du comité. L'automne 2007 devrait voir la mise en place de projets pilotes. Ces derniers devraient prendre place dans cinq régions du Québec.

Outre ces questions, les membres du comité ont jeté les bases de la réflexion sur le traitement des infractions à caractère sexuel dans le cadre d'une sanction extrajudiciaire. Le comité devrait proposer des recommandations aux Directeurs provinciaux au cours du printemps 2008. À ces travaux s'ajoutent les discussions qui débutent et pour lesquelles l'objectif est de conclure une entente de collaboration balisant

les rapports entre les Centres jeunesse et les OJA. Cette entente de collaboration sera soumise à plusieurs consultations au cours de la prochaine année et pourrait se conclure par la signature de l'entente à l'automne de 2008.

Comité renvoi

Cette année encore, le comité renvoi a poursuivi ses travaux. Il a avancé sur la création d'un guide de stratégies de communication. Ce guide, constitué à partir des expériences de l'ensemble des OJA, a pour objectif d'aider les OJA dans leurs choix de stratégies pour faire connaître leurs activités auprès des policiers.

Comme le comité DHS, le comité renvoi poursuit également la constitution d'un répertoire reprenant l'ensemble des ateliers offerts en renvoi.

Le groupe des formatrices

Cette année, pour diverses raisons, le groupe des formatrices a vu son nombre se réduire. Il est aujourd'hui composé de 2 formatrices : Denise Caron et Sonia Vallée.

Le ROJAQ prévoit de faire un appel à candidature au courant de l'été 2007.

Cette année 2006-2007, la formule des formations a changé et a été testée. En effet, elles sont passées de 4 journées de formation à 5 journées. La formule se décompose ainsi :

- 2 jours de théories ;
- 3 jours de mise en situation filmée (chaque participant faisant une médiation complète comprenant la rencontre préparatoire avec la victime, la rencontre préparatoire avec l'adolescent et la médiation) ;
- Une rétroaction personnalisée à partir du DVD des mises en situation filmée, quelques semaines après la formation.

Recherche

À l'instar des années précédentes, le ROJAQ a collaboré aux travaux de nombreux chercheurs universitaires. L'une des recherches qui interpelle le plus les OJA est celle que dirige Mylène Jaccoud sur les impacts de l'implantation de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents (LSJPA) et plus spécifiquement de l'Entente cadre sur les pratiques des intervenants.

L'objectif premier de cette étude consiste à évaluer l'impact des nouvelles modalités (i.e. Entente cadre) entourant le programme de sanctions extra-judiciaires sur les pratiques des intervenants des Centres-jeunesse (CJ) et des organismes de justice alternative (OJA). A partir du point de vue des intervenants, des chefs de services et des responsables d'OJA, l'équipe dirigée par Mylène Jaccoud tente d'évaluer comment le programme de sanctions extrajudiciaires a été appliqué, quels changements (nature, ampleur) ont été suscités par l'introduction de ces nouvelles dispositions et comment ces changements ont été perçus. Dans la mesure où les entretiens ont été conduits dans 6 régions différentes, les résultats de cette recherche permettront de contraster l'application du programme dans différentes régions du Québec et de comprendre quels sont été les facteurs ayant concouru ou non au succès de l'application du programme.

Les entretiens ont, pour la plupart, été réalisés au cours du printemps et de l'été 2006. Depuis le mois d'août dernier, l'équipe procède à l'analyse de chacun des entretiens (analyse verticale) et à la comparaison des points de vue (analyse transversale). Le dépôt final du rapport devrait avoir lieu au plus tard au mois de juin 2007. La réalisation de cette recherche a été rendue possible grâce à l'attribution d'une subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, dans le cadre de l'entente de contribution entre le ministère de la Justice du Canada et le Québec.

Liste des membres

Régions éloignées

Nom	Ville	Région adm.
Justice alternative du KRTB	Rivière-du-Loup	01
Fonds Jeunesse BBR	Rimouski	01
Contact Jeunesse Lac Saint-Jean	Alma	02
Justice alternative jeunesse Saguenay	Saguenay	02
Liaison-Justice	Val d'Or	08
CoNVERjaNCE Manicouagan	Baie-Comeau	09
La Croisée	Sept-Iles	09
Organisme de justice alternative jeunesse Gaspésie-Nord	Gaspé	11
Mesures alternatives jeunesse Gaspésie-Sud	Maria	11

Régions semi-urbaines

Nom	Ville	Région adm.
L'Alter Égaux	La Tuque	04
Commun Accord	Drummondville	04
Départ Jeunesse	Nicolet	04
Pacte Bois-Francs	Victoriaville	04
Ressources Alternatives Maskinongé	Louiseville	04
Volteface	Shawinigan	04
Mesures alternatives Jeunesse Frontenac	Thetford-Mines	12
Aide aux jeunes contrevenants de Beauce	Saint-Joseph de Beauce	12
Action jeunesse Côte-Sud	Saint-Damien	12
L'Interface	Lévis	12
L'Avenue, justice alternative	Repentigny	14
REPARS	Joliette	14
Mesures alternatives des Basses-Laurentides	Sainte-Thérèse	15
Mesures Alternatives des Vallées du Nord	Saint-Jérôme	15
Justice alternative et Médiation	Cowansville	16
Alternative Jeunesse Richelieu-Yamaska	Saint-Hyacinthe	16
Bénado	Delson-Châteauguay	16
Mesures Alternatives Jeunesse du Bas-Richelieu	Sorel-Tracy	16
Justice alternative du Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	16
Justice alternative du Suroît	Valleyfield	16

Régions urbaines

Nom	Ville	Région adm.
L'autre Avenue	Québec	03
Aux Trois Pivots	Trois-Rivières	04
Le Pont	Sherbrooke	05
Trajet Jeunesse	Montréal	06
Programme Impact	Pointe-Claire	06
L'Alternative Outaouais	Gatineau	07
Mesures alternatives Jeunesse de Laval	Laval	13
Ressources alternatives Rive-Sud	Longueuil	16